



PRESSE INTERNATIONALE

Ligue Communiste des Travailleurs – section belge de la Ligue Internationale des Travailleurs - QI

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » (K.Marx)



Pour le triomphe de la révolution égyptienne et arabe !

p.9

Aussi dans ce numéro

Edito : Lutte de chefs ou lutte de classes ?	p.2
La chasse aux chômeurs reste ouverte	p.5
SETCa : Réintégration des cinq permanents	p.5
Haïti : Entre le choléra et la fraude électorale	p.6

*« Avoir un gouvernement
n'est pas une fin en soi ! »*

Les Jeunes FGTB (p.3)

Lutte de chefs ou lutte de classes ?

Depuis six mois, les ténors de tous les partis au parlement proclament ouvertement dans les médias défendre les supposés intérêts de la population d'une région du pays, contre les supposés intérêts de la population des autres régions. On veut nous faire croire que c'est normal que « les Flamands » défendent les Flamands, « les Wallons » défendent les Wallons, « les francophones » défendent les francophones, toutes classes confondues, tout comme Sarkozy est censé défendre les Français, Merkel les Allemands et Obama les Etasuniens. Et pourtant, cela n'empêche pas les représentants des soi-disant « partenaires sociaux », toutes régions confondues, de se réunir au siège de la FEB pour discuter de l'AIP, c'est-à-dire, pour défendre ensemble le bon fonctionnement d'un système économique supposé être de l'intérêt de tous - toutes classes confondues.

La lutte de classes aurait-elle donc disparue en Belgique ? Il est urgent de rappeler que cette lutte de chefs régionaux n'est que le décor de la vraie lutte qui se mène dans notre pays, la lutte des classes qui oppose irrémédiablement les patrons - toutes régions confondues - aux travailleurs qui, comme disait Marx,

n'ont pas de patrie. Il est urgent de rappeler que la contradiction fondamentale dans notre société est entre ceux qui vivent de leur travail et ceux qui vivent en faisant travailler les autres, ou pour employer des mots un peu démodés peut-être, entre prolétaires et bourgeois.

Entre-temps, en Egypte comme en Tunisie, en Algérie comme au Yémen, les peuples luttent pour se débarrasser de leurs dictateurs. Et les Obama, Merkel et autres Sarkozy découvrent tout à coup l'« horreur » de leurs amis de longue date, et nous prêchent le calme face à « la violence », sans vouloir comprendre que, là aussi, il s'agit de la lutte de classes. Ou plutôt, ils comprennent fort bien que c'est de cela qu'il s'agit : un peuple qui en a marre d'être exploité et de mourir de faim et qui s'en prend à la classe qui les opprime, et une « communauté internationale » qui cherche désespérément comment sauvegarder, au-delà de tel ou tel personnage, les intérêts de la classe dominante, de l'impérialisme.

En Belgique, faute d'oser supprimer l'indexation automatique des salaires, les « partenaires sociaux » discutent la manière dont vider cette conquête des travailleurs de son contenu. Didier Reynders constate avec

satisfaction que « pour la première fois, on a une ouverture réaliste sur l'évolution des salaires : il y a une volonté de contrôler la volatilité liée à l'évolution des prix des produits énergétiques » (Le Soir 20/1/2011). On a compris que la distinction entre ouvriers et employés est un peu dépassée, mais la solution des patrons serait d'aligner les deux catégories vers le bas. Ce n'est pas nouveau. Il y a des mois, on a déjà mis en cause la rétribution sur base mensuelle des employés en introduisant pour eux aussi le chômage technique. Le combat continue.

La discussion au siège de la Fédération des patrons - toutes Régions confondues - a finalement lieu pour analyser, le plus secrètement possible, ce que les directions syndicales seront en mesure « de faire passer » auprès de « leurs troupes ».

Il faut une discussion au grand jour, dans les lieux de travail, dans des assemblées en front commun entre différentes organisations syndicales, à commencer pour informer de ce qui se discute en cachette, et pour mettre au point un vrai plan de lutte pour défendre nos intérêts, ceux des travailleurs, de notre classe, contre la classe des exploiters.



La Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale veut construire dans notre classe un parti révolutionnaire international sur le modèle de celui de Lénine, avec comme programme la seule alternative réaliste à l'exploitation capitaliste et à la misère des peuples engendrée par l'impérialisme : mettre fin à la domination de la bourgeoisie par la prise du pouvoir par les travailleurs. Dans cette perspective, nous construisons la section belge de la LIT-QI, en intervenant dans les luttes et en défendant l'unité de notre classe vers la mobilisation. Nous revendiquons l'apport historique de Marx, de Lénine et de Trotsky. Nous revendiquons la révolution d'octobre

de 1917 en Russie ainsi que les bases de la construction de la III Internationale. La dégénérescence bureaucratique de cette expérience unique du prolétariat, qui s'est finalement soldée par la restauration du capitalisme, n'a pas pour autant amené la fin de ce besoin historique de notre classe. Au contraire. Nous revendiquons l'initiative de Trotsky de construire la IV Internationale, avec la plus large démocratie dans les discussions et l'élaboration théorique, et la plus ferme unité dans l'action. La LIT a actuellement des sections dans 19 pays, et nous invitons tous ceux qui ont le même souci d'en finir avec la misère et l'exploitation, de nous rejoindre dans sa construction, aussi en Belgique.

«Avoir un gouvernement n'est pas une fin en soi !»

C'est ce que disent des jeunes de la FGTB¹, mais on n'en parle pas dans les médias. Par contre, quand cinq étudiants «politiquement neutres», qui «n'y comprennent pas grand chose», disent qu'il faut absolument avoir un gouvernement, quel qu'il soit, et organisent pour cela une manifestation, l'appel est relayé tambour battant pendant une semaine sur toutes les chaînes. Cette marche finit par rassembler 30 mille personnes dans les rues de Bruxelles. Alors que chacun y va du «besoin impérieux d'un gouvernement», force est de constater que la Belgique n'est pas, comme certains pourraient le croire, laissée à l'abandon : un gouvernement «en affaires courantes» existe bel et bien et mène le travail à l'ombre.

Un gouvernement en affaires courantes qui travaille plutôt bien... pour les patrons !

En effet, après avoir aisément disposé du capital de la Belgique, quitte à augmenter la dette de l'Etat à 100% du PIB pour sauver les banques, Yves Leterme et Didier Reynders disposent maintenant - alors qu'il s'agit de faire payer la crise aux travailleurs - d'un gouvernement «en affaires courantes», qui fonctionne pratiquement sans contrôle parlementaire, les «élus» étant occupés ailleurs. Selon Leterme, « *Les affaires courantes ? Oh, vous savez, on en a l'habitude en Belgique, c'est presque une tradition. [...] C'est un concept sur lequel on n'a pas légiféré. On peut donc, durant cette période, faire tout ce qui est nécessaire.* »² Bien sûr, être «en affaires courantes» impose des limites, mais elles ne sont pas toujours celles que l'on pourrait croire : « *Aucune réforme fondamentale, on ne va pas relancer le débat sur les notionnels.* »⁴ Et ça marche bien pour les barons de la finance. C'est Reynders qui le dit : « *On a passé les deux tiers de 2010 en affaires courantes. Et on obtient un meilleur résultat budgétaire qu'annoncé. En tout cas au fédéral. Pas dans les Régions, qui pourtant ne sont pas en affaires courantes.* »⁵

Les pontifes de l'Europe ont constaté avec émotion que la Présidence tournante belge de l'Union européenne a été «un succès». L'image de la Belgique sur la scène internationale se soigne, toutes entités fédérées confondues, lors de l'exposition internationale en Chine. Le site Internet de la Belgique, renouvelé pour l'occasion, montre une image idyllique : « *La réforme de l'Etat belge est un processus dynamique, qui facilite et équilibre chaque fois un peu plus le fonctionnement des institutions. En tout cas, c'est une manière pacifique d'assumer le vieil héritage des Romains et des Germains.* » Personne ne discute des

instruments que l'Etat met au service du capital financier. L'armée belge fait scrupuleusement son «devoir» dans le cadre de l'Otan. En trois ans, le contingent belge en Afghanistan est passé de 360 à 626, grâce aux bons offices du Ministre à la Défense De Crem, «l'ami de Washington»,⁶ et des Belges participent maintenant aux vols de surveillances avec des avions-radar Awacs⁷.

Rudi Thomaes, administrateur-délégué de la FEB, affirme tranquillement :



Reynders et Leterme avec Prot, patron de BNP-Paribas

« *Il ne faut pas paniquer ; il n'y a aucune raison. Notre économie enregistre une croissance supérieure à celle de l'Union européenne.* »⁸ D'ailleurs, les agences de notation (le service d'étude de l'impérialisme) continuent à évaluer la situation de la Belgique comme très bonne. La Belgique a bien une dette publique de 350 milliards, équivalent à toute la richesse produite dans le pays pendant un an, mais nos *barons de la finance* ont largement de quoi se porter garant pour elle, et en passant, encaisser des intérêts payés par le contribuable pour cette dette. Le portefeuille financier des Belges atteint 900 milliards et leur épargne brute, plusieurs dizaines de milliards chaque année.¹³

Les patrons ont-ils «besoin d'un gouvernement» ? Récemment, ils ont envoyé une lettre, non pour exiger la formation d'un gouvernement mais pour demander au gouvernement,

qui bel et bien existe, qu'il mette sur papier comment on va faire payer la crise aux travailleurs : « *Nous vous demandons instamment, vu l'urgence, d'obtenir que le Parlement approuve pour l'exercice 2011 un budget crédible, c'est-à-dire conforme au plan de convergence. Cette mesure est, à nos yeux, la seule qui soit de nature à restaurer l'indispensable confiance des investisseurs et éviter une spirale négative.* »¹⁴ Théoriquement, un gouvernement «en affaires courantes» ne peut pas présenter un budget. Qu'à cela ne tienne ! Vu l'urgence... il pourra quand-même le faire. Le ministre des finances nous rassure : « *J'ai fait voter 15 milliards d'euros de garantie pour aider la Grèce. Mais j'ai entendu qu'on ne pouvait pas faire un budget en affaires courantes. [...] Il faut arrêter de dire ça, vraiment !* »¹⁵ Et voilà le Premier ministre prêt à « *préparer le budget 2011 avec comme objectif que le solde de ce budget soit meilleur que celui convenu avec les autorités européennes* »¹⁶. L'objectif est de «rassurer les marchés», c'est-à-dire, encore une fois, les barons de la finance.

Syndicats et patronat discutent de l'AIP dans le plus grand secret.

Le fait est qu'entre-temps, patrons et directions syndicales des trois Régions se sont réunis au siège de la FEB (Fédération des Entreprises de Belgique), sous la présidence patronale, pendant deux mois, à l'abri des caméras, dans le but de « *contribuer à assurer la stabilité sociale dans les entreprises.* » Finalement, sans que rien

« *On entend partout que c'est la reprise économique et c'est à ce moment-là qu'on veut durcir les conditions de préavis des employés. C'est imbuvable.* »

Un représentant du Setca

(Le Soir 1/2/2011)

n'ait filtré, ils écrivent : « *Vu les difficultés budgétaires du pays, et le handicap salarial de la Belgique vis-à-vis des pays voisins, les partenaires sociaux ont convenu des hausses de salaire très limitées.* » Les patrons se réservent une plus grande facilité pour mettre les employés au chômage économique, ainsi que de multiples déductions dans le salaire indirect (les cotisations sociales des patrons). Depuis 2008, la norme salariale définie dans ces négociations est devenue contraignante et non plus indicative. Autrement dit, ce qu'ils négocient dans notre dos serait le seuil maximum que l'on pourrait obtenir au niveau sectoriel et dans les entreprises privées. Et ce seuil est extrêmement minime : « *les partenaires sociaux en appellent à la responsabilité des secteurs pour que les éventuelles augmentations salariales ne prennent cours qu'en 2012 et conviennent que les augmentations, salariales et autres, négociées dans les secteurs et entreprises ne dépasseront pas 0,3% des coûts salariaux.* » Ce « projet » d'Accord semble plutôt nous éclairer sur la manière dont ils veulent nous faire payer la crise.

L'accord interprofessionnel n'a pas été approuvé. Des voix se sont élevées dans la base de la FGTB, en particulier au SETCa (Employés et cadres de la FGTB), pour le rejeter. Mais le cynisme de la secrétaire générale de la FGTB, Anne Demelenne, n'a pas de limites : après avoir apposé sa signature sur le texte de l'accord avec les patrons, à côté de celle de Rudy De Leeuw, président de la FGTB, elle affirme qu'elle « ne va pas défendre l'accord » à la base. La CNE (employés de la CSC) a aussi rejeté l'accord, mais la CSC l'a quand-même approuvé. Ceci dit, les bases de la CGSLB et de la FGTB l'ayant rejeté, ce serait maintenant le gouvernement, supposé « au-dessus de la mêlée », qui devrait trancher,

comme si jamais un gouvernement avait été en faveur des travailleurs. La lutte continue.

Un gouvernement pour quoi faire ?

Alors que ce gouvernement en affaires courantes continue tranquillement à travailler au bénéfice des

« *La jeunesse grecque, italienne ou espagnole pourra vous expliquer en long et en large à quel point il est magnifique d'avoir un gouvernement actuellement...* »

Les Jeunes FGTB

patrons, les partis essaient encore et toujours de former un gouvernement. Di Rupo prétend rassembler « les francophones » toutes classes confondues, comme si les intérêts de travailleurs pouvaient être les mêmes que ceux des patrons, et de surcroît, opposés à ceux de leurs camarades en Flandre. Entretiens, il défend les intérêts notionnels (un mécanisme approuvé quand le PS était dans le gouvernement) ; il faut seulement « les recadrer ». Et il accepte la surenchère entre Régions.

Un gouvernement qui fera quoi ? Réduire les acquis sociaux en scindant encore un peu plus le pays et appliquer un plan d'austérité de 25 milliards, que payeront encore les travailleurs.

Pour nous, comme pour ces jeunes de la FGTB qui affirment qu'avoir un gouvernement n'est pas une fin en soi :

« *Si pour créer un gouvernement à tout prix, on doit subir :*

- *Une attaque frontale contre la solidarité entre tous les travailleurs avec ou sans emploi ;*
- *Des brèches importantes dans le caractère universel de la Sécurité sociale ;*
- *Une concurrence fiscale entre les Régions qui réduira à terme le budget et donc la qualité de nos services publics ;*

- *Une guéguerre entre les Régions pour savoir qui chassera le plus efficacement les chômeurs et en exclura le plus grand nombre...*

Alors...

Les Jeunes FGTB préfèrent ne pas avoir de gouvernement !»

Nous savons qu'aucun gouvernement de la bourgeoisie ne va prendre à cœur les intérêts des travailleurs, qu'à la longue, seul un gouvernement des travailleurs eux-mêmes pourra résoudre nos problèmes d'un emploi pour tous, d'un salaire juste, d'éducation, de soins de santé. Pour y arriver, c'est un long chemin, mais c'est l'unique solution réaliste. Pour y arriver, il faudra organiser la lutte, dire non à cet ignoble « Accord interprofessionnel », comme l'annonce la grève du SETCa de Charleroi, défendre bec et ongle l'unité de la Sécurité sociale, avec ces jeunes de la FGTB, sans avoir d'espoirs dans les pirouettes de Di Rupo, organiser la solidarité dans les luttes, au-delà de toute frontière.

1 www.jeunes-fgtb.be

2 Yves Leterme, Le Soir 13/01/2011

3 Yves Leterme, Le Soir 11/01/2011

4 Didier Reynders, Le Soir 22/01/2011

5 De Standaard 29.01.2011 - Wikileaks a dévoilé les relations privilégiées de De Crem avec l'administration d'Obama, "one of the United States' strongest friends in the Belgian government".

6 Le Soir 20/01/2011

7 Le Soir 11/01/2011

8 Eric De Keuleneer, professeur à la Solvay Brussels School of Economics and Management. - Le Soir 22/01/2011

9 Le Soir 18/01/2011 - nous soulignons

10 Didier Reynders dans Le Soir 22/01/2011

11 Yves Leterme dans Le Soir 11/01/2011

12 Accord Interprofessionnel 2011-2012, projet du 18/01/2011

13 Le Soir 19/01/2011

14 Le Soir 20/01/2011

15 La Libre 01/02/2010

16 "Oui, on peut parler de responsabilisation et de la loi de financement, mais dans certaines limites." Le Soir 19/08/2010

Pour l'unité des travailleurs, Flamands, Wallons et Bruxellois ensemble, contre l'AIP

Non à la scission de la sécurité sociale

Non à la concurrence fiscale entre Régions

Organisons le combat syndical contre l'AIP sur chaque lieu de travail

Pour un plan national de lutte

La chasse aux chômeurs reste ouverte...

Le Forem va connaître, cette année, une réforme qui prévoit notamment de donner à chaque demandeur d'emploi un seul et même référent : une seule personne sera ainsi chargée de suivre le parcours du chômeur jusqu'à sa possible mise à l'emploi.

Concrètement, 617 personnes seront affectées à ce suivi, pour 218 000 chômeurs, autant dire que ces « référents » seront vite surchargés. D'où l'idée de catégoriser les chômeurs afin de viser à une meilleure « efficacité ». Les demandeurs d'emploi seront donc classés en quatre catégories : dans la première, on mettrait les « bons », c'est-à-dire ceux directement prêts à l'emploi. Viendraient ensuite les personnes à qui il ne manque pas grand-chose pour accéder au marché de l'emploi. Puis viendraient ceux qui nécessitent une ou plusieurs formations et enfin ceux considérés comme irrécupérables.

Les travailleurs du Forem pourraient se concentrer sur les deux premières catégories, tandis que les personnes appartenant aux deux dernières seraient réorientées vers d'autres « opérateurs », à savoir, les entreprises de formation, les organismes d'insertion professionnelle, les centres de santé

mentale et les CPAS, déjà surchargés par l'arrivée des chômeurs exclus par l'Onem.

MMPP

On savait qu'il y a des évêques qui classifient les homosexuels parmi les malades mentales, mas voilà que le Forem classifie des gens qui ne trouvent pas de travail dans cette catégorie : les MMPP - les personnes considérés comme « irrécupérables » sur le marché de l'emploi parce qu'elles présentent des problèmes de nature médicale, mentale, psychique ou psychiatrique.

Les deux premiers groupes se verraient ainsi plus « suivis », poussés à trouver un emploi qui souvent n'existe pas tandis que les personnes des deux derniers groupes sortiraient des

statistiques de chômage au bénéfice des politiciens, qui pourront se féliciter d'une soi-disant réussite de leur politique : « Mais oui, regardez, les chiffres de chômage diminuent ! ».

Comme le disaient Philippe Defeyt, président du CPAS de Namur : « Combien de temps va-t-on faire semblant qu'il suffit que les chômeurs soient accompagnés, qu'ils se mobilisent ou se forment pour trouver de l'emploi ? » Dans certaines régions, dont Liège, Charleroi et Mons par exemple, il n'y a parfois qu'une offre pour 20 chômeurs ! Combien de temps va-t-on continuer avec des politiques de diminution des charges patronales pour inciter les patrons à engager, tout en sachant que ces politiques sont nulles à long terme et n'incitent en fait qu'à engager pour quelques mois pour ensuite pouvoir de nouveau bénéficier des avantages liés à l'engagement d'un autre chômeur ?

Non à la chasse aux chômeurs !

Stop aux cadeaux aux patrons !

Répartition des heures de travail sans perte de salaire !

Lancement d'une politique de travaux publics pour donner du travail aux gens !

« Réintégration des 5 permanents de SETCa-BHV licenciés »

C'est ce qu'ont exigé les délégués SETCa des entreprises de services de la région BHV.

Le 26 janvier a eu lieu une assemblée générale « services » du SETCa BHV. Elle a exigé - contre l'avis du dirigeant fédéral présent à la réunion - de discuter de l'affaire des 5 permanents du secteur industrie, brutalement licenciés par le SETCa fédéral en septembre.

L'assemblée a exigé d'entendre deux des permanents concernés qui distribuaient des tracts à l'entrée. Suite à leurs explications, aux questions et réponses, et après avoir entendu également des permanents soutenant la

décision du fédéral, l'assemblée a adopté à **l'unanimité** des délégués présents (plus de 50 délégués) une motion exigeant la réintégration des permanents licenciés :

La tutelle du Setca de BHV pourrait aussi saisir l'occasion pour régler le différent et permettre aux militants licenciés, sans perdre la face, de poursuivre leur activité syndicale. Un tel dénouement est improbable dans une entreprise privée. Il se conclut en général par le licenciement des salariés au prix d'indemnisation des victimes. La

réintégration n'est-elle pas au contraire une revendication syndicale ? Ce serait l'occasion de montrer que le syndicat ne se comporte pas comme les patrons qu'il est amené à combattre, et peut résoudre ses conflits sans user de brutalité. Il se sortirait ainsi grandi d'un conflit qui risquerait sinon de le ronger en profondeur. Agir de la sorte conduirait à débanaliser des pratiques de licenciement que les patrons s'efforcent précisément de banaliser.

La base a décidé. Il faut les réintégrer. La lutte continue !



Entre le choléra et la fraude électorale

Beaucoup se demandent ce qui se passe en Haïti, où tant de drames se suivent l'un après l'autre. C'est logique : après le tremblement de terre, les ouragans sont venus, et maintenant le choléra a déjà tué plus de deux mille personnes. La réponse est dure à envisager : cela n'a rien à voir avec la nature, mais avec l'organisation sociale du pays ou, plus précisément, avec l'exploitation impérialiste brutale imposée à Haïti.

Voici un article publié comme le Supplément de décembre 2010 à Courrier International, la revue de la Ligue Internationale des Travailleurs - Quatrième Internationale

Le pays le plus pauvre des Amériques est une sorte de laboratoire pour le grand capital. On y applique une expérience d'exploitation sauvage dans des conditions similaires à l'esclavage, pour les multinationales du textile. Il s'agit de produire pour le marché des Etats-Unis, dans un pays vingt fois plus proche que la Chine, avec le troisième salaire le plus bas de la planète, et sans que l'Etat et la bourgeoisie assurent les moindres des conditions de vie pour le prolétariat, conquises dans d'autres pays au 19ème et 20ème siècles (nourriture, logement, santé, éducation).

Par conséquent, la population haïtienne n'a aucune protection contre les séismes ou les ouragans, ni contre les maladies comme le choléra, qui ont été éradiquées dans la plupart des régions du monde. Il ne s'agit pas d'une série de facteurs imprévus, ni d'une « malédiction divine » à payer par le peuple haïtien pour les péchés de la croyance dans le vaudou, comme disent les sectes protestantes dans le pays.

Il s'agit d'un choix conscient du grand capital, qui rapproche Haïti de la barbarie. En cas de succès, le modèle sera appliqué dans d'autres parties du monde. Et cela pousse également les travailleurs de toute l'Amérique vers de nouvelles conditions, non seulement de salaires bien plus réduits mais aussi de conditions de vie très détériorées.

Les multinationales impliquées (Levi's, Gap, Wrangler, parmi d'autres) produisent dans les zones franches sans payer d'impôt. Aux abords des régions industrielles, il y a de grands bidonvilles (comme Cité Soleil, le plus grand d'Haïti) et maintenant les camps des sans-abri suite au séisme. Cette main-d'œuvre abondante, désespérée d'avoir un emploi, est la condition fondamentale pour faire accepter un salaire équivalent à soixante-dix dollars par mois.

Les usines de textile requièrent peu de qualification technologique pour leurs salariés et il n'est donc pas



La Minustah a chié dans la rivière...

nécessaire d'investir dans l'éducation publique et la formation technique. Les entreprises ne paient même pas un salaire correspondant à la valeur nécessaire à la reproduction normale de la main-d'œuvre. Les Haïtiens peuvent mourir jeunes, comme les esclaves, parce qu'ils constituent une force de travail bon marché et abondante, facile à être remplacée. Ils n'ont pas de vacances, de treizième mois de salaire ou de retraite, ni d'autres bénéfices conquis par le prolétariat dans les siècles passés. Les travailleurs vivent à côté des entreprises et peuvent se rendre au travail à pied. Les quartiers n'ont pas d'égout ou d'eau courante, moins encore d'électricité.

Tout cela est fait avec la couverture idéologique d'une « action humanitaire » pour « aider les pauvres Haïtiens ». Le grand chef est l'ancien président américain Bill Clinton, qui dirige la Commission intérimaire pour la reconstruction d'Haïti (CIRH), avec le Premier ministre de ce pays. Clinton a plus de pouvoir que le président ou la MINUSTAH. Sa devise pour Haïti, « create jobs » (créer des emplois), se matérialise, en réalité, par la création de quarante zones franches qui sont mises en chantier. Même le

tremblement de terre n'a pas dérangé le plan de Clinton, qui est toujours appliqué.

Des centaines d'ONG étrangères font partie de ce plan, remplissant des fonctions auxiliaires qui ne sont pas prise en charge par l'Etat haïtien. De temps en temps, quand une nouvelle tragédie s'abat sur le pays, les médias montrent la misère comme encore un produit de la nature, et non le résultat de l'exploitation capitaliste.

Tout cela est justifié par une idéologie néocoloniale. Le message que la télé et les gouvernements diffusent sur Haïti est que l'occupation militaire et ces plans d'aide sont nécessaires parce que les Haïtiens ont mené leur pays à un chaos complet et ne disposent pas de conditions pour se gouverner eux-mêmes.

C'est bien plus qu'un mensonge. C'est tout simplement la reproduction de l'idéologie coloniale et esclavagiste. A cette époque, l'esclavage était embelli en disant que les Noirs n'étaient pas en mesure de faire autre chose que de se soumettre aux Blancs.

On veut effacer la mémoire historique que, à la fin du 17ème et au

début du 18ème siècle, le peuple haïtien a été le protagoniste d'une des révolutions les plus spectaculaires de tous les temps : la seule révolution d'esclaves victorieuse de l'histoire et la première révolution anti-coloniale des Amériques. Les Haïtiens ont mis en échec toutes les armées dominantes de l'époque, y compris l'espagnole, l'anglaise et la française de Napoléon.

Les noms de Toussaint Louverture et de Dessalines (leaders de la révolution) se retrouvent dans les places et les monuments du pays. Le peuple noir d'Haïti, si exploité et opprimé, a une histoire dont il est fier aujourd'hui. La poursuite des occupations militaires étrangères montrent que l'impérialisme craint qu'un jour, cette histoire puisse être reprise.

Les cicatrices du tremblement de terre

Le séisme a tué 250 000 personnes et laissé 1,6 millions sans abri. C'est un chiffre énorme pour n'importe quel pays, mais surtout pour Haïti, avec 10 millions d'habitants. C'est comme si 1,6 million de personnes avaient trouvé la mort en France ou près de 5 millions dans tout le Brésil.

Cela est arrivé parce qu'il n'y avait aucune protection pour les tremblements de terre dans la ville et que les maisons étaient construites avec des matériaux de très mauvaise qualité. En outre, l'opération de sauvetage a été un échec monumental.

Les Haïtiens racontent que les soldats ne s'occupaient pas à sauver les Haïtiens enterrés mais à assurer les bases militaires, les hôtels et les points névralgiques de la ville. Une opération d'envergure des médias a transformé les rares sauvetages en images qui ont fait le tour du monde, pour justifier l'importance de « l'aide internationale ». Seules 150 personnes ont été sorties vivantes des décombres, un fiasco monumental.

En fait, « l'opération de secours » a dissimulé la réoccupation militaire du pays, cette fois par les troupes étasuniennes. En 2004, le pays a été occupé par des troupes de l'ONU sous commandement de l'armée brésilienne. Peu de temps après le tremblement de terre, le gouvernement étasunien a repris l'hégémonie militaire, bien que formellement les troupes brésiliennes soient restées au commandement.

La priorité n'a jamais été d'aider le peuple haïtien, mais d'assurer l'occupation militaire et l'exploitation économique du pays. Les usines de textile ont été les premières à redevenir opérationnelles en Haïti, une semaine après le séisme, même avec des murs brisés et des menaces d'effondrements. Les affaires sont les affaires.

Le tremblement de terre a laissé des cicatrices profondes dans le pays. Les plus évidentes sont visibles dans les campements à Port-au-Prince, qui occupent toutes les places, devenues désormais des bidonvilles permanents. La plupart des habitants de la capitale y vivent dans des baraquements improvisés, sans eau ni égouts.

Le choléra a été introduit par la MINUSTAH

Il a été prouvé que ce sont les troupes de la MINUSTAH qui ont amené le choléra dans le pays. Le ministère haïtien de la Santé a commandé lui-même une recherche au spécialiste français Renaud Piarroux sur l'origine de l'épidémie. Le rapport a confirmé que ce sont les militaires népalais de la mission de l'ONU (la base Mirabelais dans le centre du pays) qui ont amené la bactérie du choléra en Haïti. Ils avaient une attitude typique de troupes d'occupation, pour lesquelles la vie des peuples occupés est sans valeur.

Les soldats ont évacué leurs selles contaminées dans le fleuve Artibonite qui traverse toute la région Nord. Pour un peuple qui n'a pas d'eau potable, la rivière est une source de vie où on boit, pêche, prend un bain, lave les vêtements. La pollution de l'Artibonite a été un crime que les Haïtiens ne sont pas prêts d'oublier.

Le choléra est une affection typique de la pauvreté. Elle est transmise par l'ingestion d'aliments ou d'eau contaminés par des matières fécales des malades. Elle a été éradiquée dans les pays européens au début du 20ème siècle. Elle n'existe comme épidémie que dans les pays et les régions sans égouts. Haïti est un « paradis » pour la maladie, en particulier après le tremblement de terre, avec des millions de personnes entassées dans des camps sans eau ni sanitaires. Le résultat à ce jour se chiffre en plus de cent mille personnes infectées et plus de deux mille morts.

Et cette fois encore, il n'y a pas eu de vraie réponse au choléra de la part du gouvernement haïtien ou des forces d'occupation. Stéfano Zanini, coordinateur de l'ONG *Médecins sans frontières*, a déclaré : « *Nous prenons soin de 60 % des cas et la coopération cubaine de 30 %. Alors je me demande, comment est-il possible que seulement deux institutions sont responsables de 90 % des cas pour faire face à cette épidémie ?* »

La réponse à cette question est la même que pour le tremblement de terre. Il n'y avait aucun plan sérieux pour lutter contre le choléra, car la mort de dizaines de milliers d'Haïtiens ne change rien pour le plan Clinton. Il y aura toujours d'autres dizaines de milliers prêts à travailler pour soixante-dix dollars par mois. Ce n'est pas nécessaire de conserver la main-d'œuvre en Haïti, comme ce n'était pas nécessaire avec les esclaves. On peut les remplacer sans grands frais.

Les épidémies peuvent se propager rapidement ou plus lentement, en fonction de leur nature. Les derniers rapports indiquent que l'épidémie en Haïti a commencé à faiblir. Si c'est vrai, cela n'a rien à voir avec la réponse du gouvernement haïtien ou des forces d'occupation, une réponse qui n'a jamais existé.

Une étincelle de révolte

La MINUSTAH ne jouait aucun rôle pour sauver des vies après le tremblement de terre, ni maintenant avec l'épidémie de choléra. On ne connaît aucune école, hôpital ou réseau d'égouts construit par les forces d'occupation « humanitaires ».

Ces faits incontestables ont une explication. Le rôle des troupes n'est pas d'aider les gens. Ceci n'est qu'une idéologie propagée pour cacher le véritable rôle de la MINUSTAH, qui est le maintien de l'ordre pour assurer le plan économique des multinationales. A cet effet, la MINUSTAH a réprimé les « émeutes de la faim » en mars 2008, la grève des travailleurs du textile en 2009, et les manifestations d'étudiants la même année. Elle a aussi arrêté des personnes affamées qui ont envahi les supermarchés après le tremblement de terre, à la recherche de nourriture.

Une étincelle de révolte a parcouru le pays quand on apprit que les soldats népalais avaient amené le choléra en



Haïti. Les manifestations importantes au Cap-Haïtien (la deuxième ville d'Haïti) ont de nouveau été étouffées par les troupes, avec deux morts.

Deux jours plus tard, le 18 novembre, une mobilisation contre le choléra a également été réprimée à Port-au-Prince. Les manifestants ont affronté la police et l'ont faite reculer. Puis vinrent les soldats de la MINUSTAH, qui ont dissout la mobilisation et ont poursuivi les militants. Ces derniers ont essayé d'échapper en entrant dans une faculté, qui a également été attaquée par les soldats. Les manifestants ont ensuite cherché refuge dans le camp devant le palais présidentiel (un des plus importants dans le pays). Les troupes ont envahi le camp. Puis vint un acte symbolique, une partie du camp s'est rebellée et a combattu les soldats de la MINUSTAH. Les Haïtiens ont empoigné des branches d'arbre rassemblées dans la rue, ce qui signifie, dans le culte vaudou, que la lutte est à mort. Les soldats se sont enfuis.

Ce fait a été tout un symbole : les Haïtiens ont fait reculer des troupes armées jusqu'aux dents, seulement avec des branches dans leurs mains. Une étincelle de la révolution de 1804 est réapparue dans les rues de Port-au-Prince. Les soldats ne sont pas retournés dans les rues de la ville jusqu'à la fin de la journée.

Les manifestations n'ont pas eu de continuité, mais elles ont fait savoir qu'il y a un rejet général du gouvernement et de la MINUSTAH. Haïti pourrait exploser à tout moment.

La fraude électorale garantie par la MINUSTAH

L'occupation militaire fait que les élections sont une farce. Le pouvoir réel n'est pas dans les mains de la présidence de la république, mais dans les casernes et les ambassades étrangères, ou plus précisément, dans les ambassades des Etats-Unis et du Brésil. Le président actuel, René Préal, est juste une marionnette, un pantin qui fait ce qu'on lui dit de faire.

Les élections sont une tentative pour chercher à canaliser l'énorme mécontentement parmi la population et remplacer Préal par un gouvernement moins usé. Il y a dix-neuf candidats, mais aucun d'entre eux ne s'oppose à la présence des troupes. L'enregistrement des candidats reflète la même logique

que les élections dans une dictature : ne peuvent concourir que ceux qui sont disposés à observer les limites définies par ceux qui sont au pouvoir.

Wycleff Jean, un chanteur de hip-hop et un des artistes les plus célèbres dans le pays, s'est vu refuser son enregistrement électoral, même en acceptant l'occupation. Préal craint qu'il puisse remporter l'élection.

Le gouvernement gère les élections afin d'imposer son candidat préféré : Jude Célestin, actuellement directeur d'une institution de l'Etat pour la reconstruction. Ce corrompu notoire est accusé de détourner 60 millions de dollars donnés par la France.

Le premier tour, le 28 novembre, a été une fraude gigantesque. Tout d'abord, seulement 23 % des électeurs ont voté, ce qui indique la méfiance énorme du peuple vis-à-vis des élections. Quant aux résultats officiels, le deuxième tour est réservé à Mirlande

d'une marionnette, avec le pouvoir réel ailleurs, le pays va tout simplement continuer.

Il ne faut pas oublier que Préal, lui aussi, a été victime d'une fraude, quand il a gagné les élections en 2006. Comme il était le candidat d'Aristide (l'ancien président destitué par les Etats-Unis), l'ambassade de ce pays et la MINUSTAH ont laissé s'installer une fraude pour imposer un second tour et essayer de le vaincre. Une mobilisation populaire gigantesque a alors empêché la fraude.

Mais l'élection de Préal, un processus restreint par l'occupation militaire, a montré ses limites : le président élu a fait un pacte avec l'ambassade étatsunienne et est devenu un autre symbole de l'occupation. Manigat peut répéter l'histoire, si le gouvernement ne parvient pas à imposer Célestin par la fraude.

La vérité transparait

La campagne médiatique massive pour justifier l'occupation d'Haïti a convaincu la plupart des travailleurs et la jeunesse du monde de la nécessité d'une telle « action humanitaire ». Toutefois, lorsque les mobilisations d'Haïtiens faisant face aux troupes apparaissent dans les journaux télévisés à travers le monde, cette conviction commence à s'effriter. C'est ce qui peut commencer à se produire à partir de maintenant.

La vérité sur le rôle de la MINUSTAH est restée cachée jusqu'à présent. Les troupes n'avaient aucun rôle humanitaire, que ce soit avant, pendant ou après le tremblement de terre. Dans l'épidémie de choléra, c'était pire, elle a eu la fonction... d'apporter la maladie en Haïti. Maintenant, le défilé des horreurs se complète. Les troupes « humanitaires » imposent une fraude électorale et répriment des Haïtiens qui protestent contre cela.

Il est temps de transformer la solidarité en Haïti en une grande campagne pour le retrait immédiat des troupes de la MINUSTAH du pays. Haïti n'a pas besoin de troupes étrangères, mais de médecins, d'infirmières, d'aides-soignants et de médicaments.



A bas l'occupation, a bas le plan de reconstruction. Vive l'Etat socialiste.

Manigat (épouse d'un ex-président déchu, Leslie Manigat) et Jude Célestin. Les plaintes affirment que Michel Martely, un autre chanteur de hip-hop, aurait eu plus de voix que le candidat du gouvernement. Des manifestations et des barricades ont immédiatement occupé Port-au-Prince. Les troupes de la MINUSTAH ont réprimé les défenseurs de Martely et ont imposé la fraude électorale.

Le second tour est prévu pour le 16 janvier. La logique qui a prévalu jusqu'à ce jour annonce une nouvelle fraude pour imposer le candidat du gouvernement. Le pays peut exploser de nouveau.

Mais si Manigat, candidate de l'opposition, parvient à être élue et entre en fonctions, rien ne changera en Haïti. Comme il s'agit de l'élection

Moubarak : dégage !

Pour le triomphe de la révolution égyptienne et arabe !

Voici un article publié comme le Supplément de février 2011 à Courier International, la revue de la Ligue International des Travailleurs - Quatrième Internationale



Il y a un processus révolutionnaire qui s'étend dans tous les pays arabes. De la Tunisie, au Nord de l'Afrique, où la mobilisation populaire a renversé le dictateur Ben Ali après 23 années au pouvoir, il se propage comme une traînée de poudre, avec des manifestations contre les dictatures, laïques ou religieuses, « républicaines » ou monarchiques, au gouvernement dans de nombreux pays arabes, de la Mauritanie au Yémen, en passant par l'Algérie et la Jordanie.

Ce qui a conduit à ce processus, c'est l'aggravation de la pauvreté à cause des effets de la crise économique mondiale, avec la montée du chômage et la hausse des prix des denrées alimentaires à cause de la forte dépendance de ces pays à l'impérialisme.

Ce processus révolutionnaire a suscité une énorme force dans le pays le plus important dans la région, l'Égypte. Un grand processus révolutionnaire y a éclaté depuis plusieurs jours. Il a commencé avec plusieurs milliers de personnes dans les rues du Caire et d'autres villes, et s'est étendu, le

1er février, à des millions, avec au centre l'exigence de la démission de Moubarak. Malgré la répression, qui a déjà provoqué 140 morts selon la version officielle, la révolution ne s'arrête pas et devient plus radicale après chaque annonce de changements de la part de Moubarak, qui essaye par tous les moyens de rester au pouvoir.

Si Moubarak tombe à la suite de l'action révolutionnaire des masses égyptiennes, cela aurait un impact énorme et mènerait à approfondir la révolution arabe. En même temps, cela mettrait en crise tout le dispositif impérialiste de contrôle de la région, dont le régime de Moubarak est un élément clef. Plus précisément, cela mettrait en péril l'existence de l'Etat d'Israël. C'est pourquoi le gouvernement israélien de Benjamin Netanyahu a exprimé sa préoccupation et son soutien à Moubarak.

Ce processus révolutionnaire, centré autour des revendications démocratiques, peut toucher aussi directement des régimes théocratiques comme celui de l'Iran (qui a réprimé durement, il y a deux ans, des manifestations contre

la fraude électorale et pour des libertés démocratiques), tout comme il peut avoir une influence sur des organisations islamistes comme le Hamas et le Hezbollah. Il n'est donc pas étonnant que, lorsqu'il y a eu des manifestations de soutien à la révolution égyptienne dans les territoires occupés, elles ont été réprimées par le Hamas à Gaza. Le Hamas a fait la même chose que l'agent de l'impérialisme en Cisjordanie, l'ANP (Autorité nationale palestinienne).

L'Égypte, pays clef dans le monde arabe

L'Égypte est le pays arabe le plus peuplé, avec plus de 80 millions d'habitants. Un arabe sur trois est égyptien. Ce poids démographique s'est manifesté en un rôle essentiel dans la vie et les processus politiques du monde arabe.

En 1953, l'armée a organisé un putsch nationaliste, dirigé par le colonel Gamal Abdel Nasser qui renversa le roi Farouk I. En 1956, le gouvernement égyptien a nationalisé le Canal

stratégique de Suez, précédemment dans les mains de l'Angleterre et des Etats-Unis. Le nassérisme est devenu la direction de la lutte des peuples arabes, contre l'impérialisme et son principal agent dans la région, l'Etat d'Israël. Toutefois, comme mouvement nationaliste bourgeois, il n'avait pas l'intention d'exproprier la bourgeoisie, ce qui laissait intacte l'exploitation capitaliste et la misère croissante de la population égyptienne.

Quelques années après la mort de Nasser (1970), son successeur, Anouar El-Sadate, a opéré un revirement politique profond en capitulant complètement à l'impérialisme. En 1979, il a signé avec les Etats-Unis et Israël l'accord de Camp David et, de ce fait, il a reconnu l'Etat d'Israël et il a abandonné la lutte contre lui. Cet accord marqua la fin du rôle relativement progressiste joué par le nationalisme arabe laïque dans le passé, face à l'impérialisme.

Sadate a été assassiné en 1981 et son successeur, Hosni Moubarak, a consolidé ce revirement. A travers une longue dictature, il a transformé l'Egypte en une pièce essentielle de la politique de l'impérialisme étasunien dans la région, soutenant l'Etat d'Israël et attaquant le peuple palestinien. Cela c'est manifesté, il y a quelques années, dans la fermeture et le blocus de la frontière entre la bande de Gaza et la péninsule du Sinaï. De ce fait, l'Egypte a le mérite douteux d'être, avec la Jordanie, la « pince arabe » pour aider Israël dans sa tentative d'étrangler la lutte du peuple palestinien.

En contrepartie de ce rôle, l'Egypte reçoit chaque année deux milliards de dollars d'« aide militaire » des États-Unis (la plus grande quantité après Israël), ce qui lui permet de maintenir une armée bien équipée.

Les raisons de la lutte

Un aspect qui saute aux yeux dans la rébellion est le rôle essentiel de la jeunesse, dans un pays où deux tiers

des habitants ont moins de 30 ans, avec un pourcentage très élevé de chômage. La toile de fond qui a mis le feu aux poudres a été la détérioration continue des conditions de vie des travailleurs et du peuple. L'Egypte est une semi-colonie pillée par l'impérialisme. Le gros de ce qui lui reste de sa richesse aboutit dans les mains d'une oligarchie liée au régime et des chefs de l'armée. Par exemple, on estime que la famille Moubarak a amassé une fortune de plusieurs milliards de dollars. La situation de pauvreté populaire s'est encore accentuée par la crise économique internationale, qui a causé un bond en avant dans le chômage et une hausse continue du coût de la vie, en particulier des prix des aliments. La lutte contre cette situation venait déjà de loin : l'Egypte a été l'un des pays où a eu lieu la « rébellion de la faim » en mars 2008, menée par les travailleurs du textile de Mahalla, dans le delta supérieur du Nil.

Les manifestations actuelles ont débuté avec l'appel de l'organisation *Mouvement du 6 avril*. Une des premières actions de ce Mouvement, en 2008, a été de soutenir les travailleurs de El-Mahalla qui, précisément, avaient fait grève le 6 avril, et quelques jours plus tard, ce Mouvement avait appelé à la grève générale pour renverser Moubarak. A partir de l'appel, d'énormes contingents de jeunes, des secteurs de la classe moyenne, des travailleurs, y compris quelques organisations syndicales indépendantes et des petites organisations de gauche, ont rejoint le mouvement.

Le peuple égyptien est descendu dans la rue pour renverser la dictature qui l'opprime depuis des décennies, exigeant des libertés démocratiques. C'est pourquoi la revendication essentielle des manifestations est la démission du président Moubarak, qui est le centre de tous les problèmes. Les slogans les plus scandés sont « Moubarak : dégage ! » et « Moubarak, l'avion t'attend » (c'est-à-dire l'exil). Le peuple

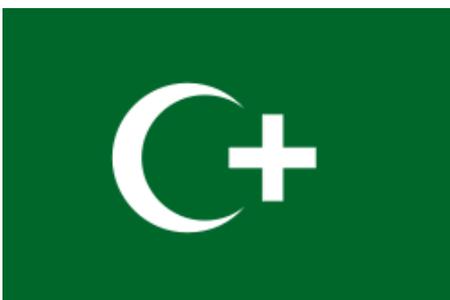


égyptien en a marre de la dictature qui tue par la faim et qui réprime la moindre protestation, qui a éliminé à cet effet les libertés démocratiques et a persécuté, emprisonné ou forcé à l'exil de nombreux dirigeants et militants de l'opposition. Mais face aux manœuvres et aux « réformes » proposées par le gouvernement, le processus avance et le rejet ne se limite plus au président : « Nous voulons un changement de régime, et pas de figures » disent les manifestants (Clarín, 01/02/2011).

L'indignation des masses a également été alimentée par la condamnation de la politique pro-impérialiste de Moubarak, en particulier son rôle dans le soutien à Israël par le maintien sur sa frontière de l'encercllement du territoire palestinien de Gaza. Lors des mobilisations, cela s'est manifesté dans le slogan : « Hosni Moubarak, Omar Suleiman, deux agents des Etats-Unis ». Suleiman est le chef des services secrets et a récemment été nommé vice-président par Moubarak.

L'opposition bourgeoise essaye de diriger une transition négociée avec le régime

Les deux expressions politiques de l'opposition les plus reconnues internationalement sont les Frères musulmans (une vieille organisation d'idéologie fondamentaliste islamique) et le diplomate Mohamed El Baradei (ancien président de l'Agence internationale de l'énergie atomique). Ces secteurs n'ont rejoint les manifestations que plusieurs jours après que celles-ci avaient commencé. Actuellement, ils y participent et ils essaient de les diriger en prenant part aux mobilisations, dans le but d'acquérir une légitimité politique et d'essayer de les mener vers une négociation politique avec le régime, et de représenter le mouvement



Le drapeau de la révolution égyptienne de 1919 contre l'occupation anglaise



dans les négociations et les formes de gouvernement futures.

Selon la presse, les Frères musulmans ont mené des négociations avec le régime de Mubarak, peu avant l'éclatement de la rébellion, pour soutenir la manœuvre de la succession par le fils de Hosni, Gamal, en échange de la légalisation de l'organisation. Rappelons que les Frères musulmans ont toujours préconisé la mise en place d'un régime de dictature théocratique comme celle de l'Iran, même si maintenant ils mettent en avant la nécessité de respecter les décisions du peuple égyptien.

Quelles sont les perspectives ?

La situation dans le pays est à un moment critique où ni Mubarak ne parvient à gouverner ni les masses ne sont parvenues à le renverser. La rébellion populaire a blessé le régime de Mubarak alors que l'impérialisme et l'opposition bourgeoise cherchent une issue pour maintenir l'Égypte dans le même rôle qu'elle occupe aujourd'hui. Mubarak, pour sa part, tout en ménageant la possibilité d'abandonner le pays (sa famille est installée dans une résidence luxueuse à Londres), manœuvre pour rester le plus longtemps au pouvoir et, essentiellement, pour avoir la clef d'une transition partielle et contrôlée.

Les masses - qui ont écouté le discours télévisé du président Mubarak, où celui-ci a annoncé simplement qu'il ne sera pas candidat pour les prochaines élections en septembre - sont en pleine mobilisation, défiant le couvre-feu, et ont répondu avec indignation qu'elles n'acceptent pas que Mubarak continue à séjourner au pays. Face à la force de la mobilisation, l'opposition bourgeoise maintient qu'elle ne négociera avec le

gouvernement que si Mubarak s'en va. Cela dépendra des masses que tout le régime de Mubarak soit renversé et que s'ouvre le chemin pour changer l'ensemble du système au profit des travailleurs et du peuple. **Ce n'est qu'avec la prise du pouvoir par les travailleurs et le peuple qu'il y aura la garantie que l'Égypte prenne réellement des mesures contre la misère et le chômage et rompe avec l'impérialisme son poste avancé dans la région, Israël.**

L'impérialisme veut maintenir son influence à tout prix

L'impérialisme étasunien, tout comme l'europpéen, ont soutenu à fond le régime de Mubarak et ses trois décennies de dictature. Leur souhait aujourd'hui serait de maintenir le régime tel qu'il est, mais la rébellion populaire fait que cela ne serait possible qu'avec une répression poussée à l'extrême et



des milliers de morts, comme le demandent les sionistes. C'est une alternative qui apparaît désormais à haut risque, étant donné la possible réaction populaire et la possibilité de division de l'armée. Nous ne pouvons toutefois pas exclure que Mubarak ordonne cette répression.

Dans ce contexte, le gouvernement Obama est en train de travailler avec plusieurs variantes. Selon la presse, une option est centrée sur la nomination d'Omar Suleiman (ex-chef de l'espionnage et avec un grand prestige dans l'armée), comme vice-président. Ce plan comprendrait le départ convenu de Mubarak, la mise en fonction de Suleiman en tant que président et la décompression de la situation pour essayer de sauver l'essence du régime,

*Merkel, Obama, Sarkozy,
les amis de Mubarak*

c'est-à-dire, conserver l'armée intacte. Les déclarations de Hillary Clinton, demandant le « changement », et ceux des hauts responsables militaires, affirmant que les revendications populaires étaient « légitimes », semblent aller dans ce sens.

Mohamed El Baradei pourrait également devenir une alternative, soutenue par l'impérialisme. Il se postule déjà, en tant que chef d'un nouveau gouvernement ou pour en faire partie, et il essaiera de « limiter les dégâts » pour l'impérialisme.

La proposition des Frères musulmans de placer leur confiance dans le général Enan Samir (chef de l'état-major de l'armée), qu'ils soutiennent parce qu'il a de bonnes relations avec les États-Unis, montre comment cette organisation serait prête à faire des compromis avec le régime et faire partie de la transition. L'impérialisme se dit prêt à vivre avec le fondamentalisme, pour autant que celui-ci accepte le statu quo international. C'est ce qui s'est passé avec le gouvernement islamiste en Turquie, qui a gardé son pays dans l'OTAN et au service de l'impérialisme.

De nombreux éléments de crise dans l'armée

En tout cas, l'attitude assumée par l'armée, l'institution centrale du régime, est essentielle. Le sommet défend les grands groupes économiques et en fait partie. Mais en même temps, étant donné le système de service militaire, la base a des liens profonds avec les travailleurs et le peuple. Cela crée d'énormes contradictions au moment de la répression, ce qui se manifeste dans un début de fraternisation entre les troupes et les manifestants. Qui plus est, les officiers et les sous-officiers qui commandent les tanks ont, jusqu'à présent, été tolérants avec les



manifestations, dans une situation où il n'y avait pas non plus d'ordre pour réprimer à tout prix. C'est une préoccupation pour les plans de l'impérialisme et la bourgeoisie égyptienne, et aussi un avertissement clair qu'un ordre de répression sanglante, avec la perspective de milliers de morts, pourrait diviser l'armée.

Aujourd'hui, l'armée garde un grand prestige et est vue comme une clef pour une issue négociée à la révolution en cours. Mais si les travailleurs et le peuple égyptien avancent, ils devront faire face à cette armée puisqu'elle est, comme l'armée de n'importe quel Etat bourgeois, au service du maintien de la propriété et du système d'exploitation.

Nous appelons les masses égyptiennes à ne pas se fier à l'armée en tant qu'institution. C'est la même armée qui a été, pendant des décennies, la base de la dictature de Moubarak et dont le sommet s'est enrichi au détriment de la faim des gens. En revanche, le chemin consiste à développer la fraternisation entre les manifestants et les troupes afin de parvenir à une division de classe au sein de l'armée entre la base populaire et le sommet bourgeois, tout en développant les propres organismes d'auto-défense capable de faire face à la répression. Par exemple, face aux attaques de la police, tolérées par l'armée, contre les manifestants à la place Tahrir, ces derniers ont besoin de s'organiser pour repousser et empêcher la répression.

Qui va gouverner, et pour quoi ?

Il est nécessaire de promouvoir l'auto-organisation indépendante des travailleurs et des jeunes (en grande partie sans emploi et sans avenir). Il faut développer les comités d'autodéfense des quartiers populaires qui sont apparus, en les reliant aux organisations syndicales indépendantes et aux jeunes qui appellent aux manifestations, pour que ce soient des organismes de pouvoir révolutionnaire.

En ce moment, le pouvoir se dispute en Egypte et la question devra

se résoudre dans les jours qui suivent. Soit le régime de Moubarak parvient à mettre en échec la mobilisation des masses et à rester au pouvoir, soit les masses parviennent à le renverser de façon révolutionnaire. Dans le dernier cas, l'opposition bourgeoisie va essayer d'occuper cet espace. Il faut l'empêcher de voler la victoire aux travailleurs et au peuple. Le *Mouvement du 6 avril*, ensemble avec toutes les organisations populaires, des travailleurs et de la jeunesse, devraient convoquer une réunion d'urgence des travailleurs



et du peuple pour discuter d'un programme au service des masses et pour prendre le pouvoir dans leurs mains pour réaliser ce programme.

Cette révolution n'est pas seulement contre le régime actuel. Elle touche directement l'impérialisme dominant et elle est objectivement une lutte contre le capitalisme qui a conduit les gens à la misère. Ces graves problèmes dont souffre le peuple égyptien ne peuvent être résolus, dans le fond, qu'avec la révolution ouvrière et socialiste.

Nous avançons un programme socialiste pour la révolution égyptienne et arabe

Nous appelons à maintenir la lutte pour que **Moubarak et son régime dictatorial dégage, maintenant ! Non aux manœuvres ou tractations pour une transition qui ne rompe pas avec l'impérialisme et Israël !**

- Pour toutes les libertés démocratiques de la presse, des médias, l'organisation politique, tous les droits syndicaux pour les travailleurs, y compris le droit de grève !

- Pour le démantèlement de l'appareil répressif de la dictature ! Jugement et châtement des répresseurs ! Libération immédiate de tous les prisonniers politiques !
- Pour des élections libres maintenant ! Pour la convocation d'une Assemblée constituante souveraine dotée de pleins pouvoirs !
- Pour une augmentation immédiate des salaires jusqu'à couvrir les dépenses d'une famille !
- Pour un plan économique d'urgence visant à assurer un travail pour tous

avec l'expropriation des banques, des multinationales et des grandes entreprises !

- Dehors l'impérialisme et Israël ! Pour l'ouverture immédiate et complète de la frontière avec la bande de Gaza !
- Pour un gouvernement ouvrier et populaire afin d'assurer ces mesures !

La révolution arabe s'étend sur plusieurs pays. Pour balayer Israël et l'impérialisme de la

région, il est nécessaire d'unir toutes les luttes afin de retrouver l'unité de la nation arabe dans la perspective de construire une grande Fédération de républiques socialistes arabes.

Faisons une grande campagne internationale

Nous appelons à développer une grande campagne de solidarité et de soutien à la lutte du peuple égyptien et du monde arabe tout entier. Il est très important de développer de grandes manifestations dans le monde entier, en particulier dans les centres impérialistes, où il y a un grand nombre de travailleurs immigrants arabes et musulmans, pour le triomphe de la révolution égyptienne et de tous les peuples arabes. Une victoire du peuple arabe sera une impulsion pour les luttes des travailleurs à travers le monde, qui souffrent des ravages de la crise économique que la bourgeoisie et l'impérialisme font retomber sur le dos des travailleurs et du peuple.

2/2/2011